

ECHOS PARLEMENTAIRES

La session du parlement fédéral s'est ouverte le 8 courant à Ottawa, en même temps que s'ouvrait à Londres la session du parlement impérial. Le gouverneur-général a lu lui-même le discours du trône.

Ce document annonce peu de mesures importantes. Depuis quelques années, on a pris l'habitude de faire des réserves sur le discours d'ouverture, qui n'est plus censé contenir tout le programme de la session. Ainsi, il pourrait se faire que le parlement ait à s'occuper, au cours de ses délibérations, de questions autres que celles déjà annoncées. Au reste, l'époque des grandes mesures est passée. Notre constitution est maintenant établie, et l'on ne voit pas quels changements ou quels travaux importants le gouvernement pourrait proposer aux Chambres.

Le discours du trône fait allusion au voyage de lord Dufferin en Colombie. Il annonce que les travaux de construction du chemin du Pacifique ont été poussés activement dans le cours de l'année dernière, mais qu'on n'a pas encore terminé la localisation de la ligne dans une partie de la région de l'Ouest.

Le gouvernement canadien s'est mis en relations avec le gouvernement impérial au sujet d'un traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, et on a tout lieu d'espérer que cette difficulté se règlera définitivement pour l'avantage du Canada, qui est, de tous les pays de l'empire, le plus intéressé dans la question. Des documents relatifs à cette matière seront soumis aux chambres.

Il sera aussi question d'une mesure concernant la définition précise des pouvoirs du Gouverneur-général en ce qui concerne l'exercice de la prérogative royale du pardon, et de la commutation des sentences portées par les tribunaux de juridiction criminelle.

Les travaux d'amélioration des canaux ont été continués pendant la dernière année. Cependant, le gouvernement regrette de dire qu'il ne croit pas pouvoir poursuivre aussi activement ces travaux dans le cours de l'année prochaine, à cause de l'état embarrassé des finances.

Comme on s'y attendait, le discours officiel constate une réduction notable dans les revenus de la puissance. Les importations ont diminué dans une grande proportion, et les revenus des douanes, qui constituent la principale ressource du Trésor, ont diminué en conséquence.

Le ministère soumettra des *bills* pour amender les actes suivants : l'acte des poids et mesures, les lois du revenu de l'intérieur, la marine, la navigation intérieure des grands lacs, les compagnies à fond social, les compagnies d'assurance, etc.

Un rapport des derniers arrangements conclus entre les commissaires du gouvernement et les sauvages du Nord-Ouest sera soumis aux Chambres. Le discours du trône constate l'heureuse condition des populations indiennes du Canada et fait constater cette condition avec celle des sauvages de l'Ouest des Etats-Unis.

Le parlement fédéral reprend ses travaux au milieu d'un calme qui ressemble à de l'indifférence. Depuis la Confédération, nous ne croyons pas qu'une session se soit ouverte plus paisiblement, et rien n'indique des débats orageux pour le moment.

Le gouvernement a annoncé officiellement au pays, dans le discours du trône, l'ouverture du chemin de fer Intercolonial, qui a eu lieu l'été dernier. C'est un événement important, le plus important peut-être qui se soit accompli en ce genre depuis 1867. Les quatre grandes provinces qui formaient la Confédération à son origine, sont maintenant reliées, conformément au plan fédéral, par une voie ferrée de première classe, qui, avec le Grand-Tronc, forme une ligne qui s'étend depuis Sarnia, à la sortie du lac Huron, jusqu'à Halifax, sur un parcours de près de cinq cents lieues, c'est-à-dire depuis une extrémité à l'autre de l'ancienne confédération. Autrefois, le Canada était séquestré complètement pendant l'hiver, et il ne pouvait communiquer avec la métropole ni avec l'Europe que par la voie des Etats-Unis. On comprend tout ce qu'une situation de ce genre pouvait entraîner de dangers et d'embaras. En cas de guerre, nous aurions été à la merci de nos voisins. Aujourd'hui, nous possédons une ligne de chemin de fer qui met Montréal, Québec et Toronto en communication permanente avec l'Océan par notre territoire même. Halifax, port canadien, devenu le terminus de l'Intercolonial, a remplacé Portland, port américain, et terminus du Grand-Tronc. Cette entreprise était le complément indispensable de la Confédération. Pour la première fois, cette hiver, nous recevons des malles par Halifax au lieu de Portland. Le discours du trône constate ce fait avec satisfaction, et il annonce que les opérations sur l'Intercolonial se sont faites sans difficulté depuis le commencement de l'hiver.

Le succès obtenu par les exposants canadiens à Philadelphie, en 1876, a déterminé le gouvernement fédéral à prendre part à l'Exposition d'Australie, le printemps prochain. On sait que tout est déjà préparé depuis plusieurs mois pour cette Exposition. Le gouvernement demandera à la chambre, pendant cette session, les subsides nécessaires pour l'entreprise, qui devra avoir d'heureux résultats en établissant des relations commerciales entre le Canada et la colonie-sœur de l'Australie.

Suivant une déclaration faite par M. Mackenzie à l'ouverture des chambres, le gouvernement n'a encore pris aucune mesure pour la continuation de la publication du *Hazard* cette année, et il attend l'initiative de la chambre.

Les législatures d'Ontario et de Manitoba sont présentement en session, en même temps que le parlement fédéral.

Parmi les avis de demande de *bills* publiés dans la *Gazette Officielle* du Canada, pour cette session, on remarque de nouveau un projet de loi pour l'incorporation d'une compagnie autorisée à construire un pont sur le Saint-Laurent, entre le Pied-du-Courant et Longueuil, par l'île Ronde et l'île Sainte-Hélène.

L'adresse en réponse au discours du trône a été proposée, à la Chambre des Communes, par M. Gotherie, de Wellington Sud, et secondée par M. Béchard, d'Iberville. Au Sénat, le proposeur a été l'hon. M. Pope, d'Hamilton, secondé par l'hon. M. Haythorn, de l'île du Prince-Edouard.

Il s'est produit sept vacances aux Communes depuis la dernière session. Quatre députés sont morts : MM. J. H. Cameron, Malcolm Caron, Scatcherd et Gordon. Trois autres ont résigné : ce sont MM. Laird, ex-ministre de l'intérieur, Stirton et Tremaine.

Les nouveaux députés élus en remplacement de ceux-ci sont : MM. l'hon. T. N. Gibbs (Ontario Sud), Campbell (Victoria, N.-E.), Pope (île du P.-E.), M. H. Cubbs (Ontario Nord), McCarthy et Gotherie.

Un journal d'Ottawa publie une dépêche transatlantique adressée récemment par lord Carnarvon, le ministre des Colonies, au lieutenant-gouverneur de la Colombie, signifiant au gouvernement de cette province de ne faire aucune démarche au sujet des difficultés avec le cabinet fédéral, avant d'avoir reçu communication des intentions du gouvernement impérial. Cela n'a pas empêché, cependant, M. de Cosmos, député de la Colombie aux Communes, de faire une sortie, vendredi dernier, à la Chambre d'Ottawa, et de menacer le gouvernement fédéral d'une séparation de la Colombie de la Confédération.

A. G.

REVUE DE LA SEMAINE

ORIENT

Nouvelle complication en Turquie. Après une crise ministérielle, dont le télégraphe n'indique pas les causes directes, mais dont il est facile de deviner la cause première, le Grand-Vizir Midhat Pacha a été destitué. Il serait même complètement disgracié, et il a reçu l'ordre de quitter Constantinople et le territoire turc. Il y a toujours du trouble dans Stamboul, comme on voit.

Midhat Pacha était un ministre capable et habile. Il n'avait pas plus de préjugés qu'il n'en faut chez un diplomate, et il était un des rares hommes d'Etat de l'empire turc qui paraissent saisir le sens de la situation critique où se trouve leur pays. S'il en eût dépendu de lui, la conférence internationale n'aurait pas été forcée de se dissoudre, et on eût trouvé les bases d'un arrangement. Mais son opinion personnelle ne pouvait prévaloir contre l'obstination insensée et l'entêtement fanatique du Grand Conseil ottoman, qui l'obligea à repousser toutes les propositions des délégués européens. Midhat dut se résigner en face de cette volonté redoutable. C'est alors qu'il eût l'idée de s'aboucher avec les gouvernements insurgés mêmes, pour traiter directement avec eux de la paix. Cet expédient hardi devait avoir pour moindre résultat de prévenir l'explosion immédiate que la dissolution violente de la conférence aurait pu produire en Europe, et de suspendre encore pour quelque temps le jugement des puissances. C'était peut-être tout ce que voulait, au fond, Midhat Pacha, qui ne pouvait guère se faire illusion sur les difficultés d'une pareille entreprise. Les négociations étaient déjà entamées entre le grand vizir et le prince Milan, par l'intermédiaire du ministre hongrois et de l'ambassadeur turc en Hongrie. C'est à ce moment même qu'arrive la chute du premier ministre turc. Faut-il voir une relation entre cette chute et le plan diplomatique de l'ex-Grand-Vizir ? Il est assez probable que le renversement de Midhat Pacha est l'œuvre des Softas et du Grand Conseil. Ce serait ainsi l'indice que le parti du fanatisme et de la résistance à outrance triomphe définitivement dans les conseils du sultan.

Les dépêches reçues de Constantinople, au sujet de cet événement, sont absolument contradictoires. D'après une version, Midhat aurait été convaincu de conspiration contre le sultan, et de résistance manifeste aux ordres du maître. Il aurait été traduit devant le Conseil, et on lui aurait laissé le choix entre un procès devant les tribunaux et l'exil. D'après une autre, il ne serait pas question de conspiration, mais seulement d'une divergence d'opinion entre le sultan et l'ex-ministre, sur la manière d'interpréter la nouvelle constitution turque. Quoi qu'il en soit, l'agitation est très-grande à Constantinople, et les étrangers ont commencé à quitter la ville.

A la suite du changement de ministère, la Porte a adressé aux puissances une circulaire, par laquelle elle pose comme condition essentielle de toutes négociations futures l'intégrité du territoire turc et refuse de reconnaître aux cabinets étrangers le droit d'intervenir dans ses affaires intérieures. La conférence internationale s'est évidemment dissoute à temps, et au moment où on allait lui signifier son congé.

Midhat Pacha a été remplacé par Edhem Pacha, son collègue au ministère, et l'un des deux plénipotentiaires turcs à l'ex-conférence internationale. Les correspondances de Constantinople rapportent, au sujet du nouveau Grand-Vizir, un trait qui n'est pas propre à donner une idée favorable de ses dispositions ni de sa science politique. C'est à l'occasion d'un incident qui aurait eu lieu dans une des dernières séances de la conférence, où Edhem Pacha, s'emportant tout à coup, au milieu d'une discussion, attaqua violemment le délégué français, M. de Chaudordy, et la politique de la France. C'était à propos des atrocités de Bulgarie, que l'honorable Pacha qualifiait bénévolement "d'accidents regrettables." Pour excuser ses compatriotes, il crut devoir faire, par manière de diversion, une charge à fond contre la France, et rappeler la *Saint-Barthélemi* et les *Dragonnades*. Il s'en suivit une scène qui n'était rien moins que parlementaire. La conduite du représentant turc fut blâmée par tout le corps diplomatique, et son action considérée comme une maladresse impardonnable. Le Pacha paraissait avoir oublié complètement, en faisant cette sortie intempestive, les services rendus à son pays par la France ; et, ce qui est plus grave de la part d'un diplomate, il ne semblait pas même soupçonner qu'il s'exposait, pour la satisfaction d'avoir épanché sa colère dans une insulte, au danger de s'aliéner complètement le délégué français et de perdre les dernières sympathies que la France pourrait encore élever pour ses anciens alliés musulmans. Le moins qu'on pût dire de cet acte, c'est que c'était un pas de clerc et une étourderie.

Tel est l'homme que le Sultan a choisi pour diriger la politique de la Porte, dans les circonstances difficiles où l'empire est placé.

Malgré le choc produit en Europe par l'échec de la conférence de Constantinople, il est encore difficile de préciser l'attitude des puissances. On est généralement convaincu qu'il n'y a plus rien à attendre de la bonne volonté des Turcs, et qu'ils ne feront rien, maintenant, pour retarder le moment suprême, mais on hésite encore et l'on régné à la guerre. C'est bien heureux pour la Turquie, mais cela n'est pas rassurant pour les autres intéressés. Il faudra bien, cependant, qu'on en vienne bientôt à une décision quelconque, puisque la reprise des hostilités entre l'armée turque et l'armée serbe doit avoir lieu le 1er mars.

La Russie paraît incertaine, tout en poussant ses opérations militaires. Elle semble attendre et redouter à la fois l'initiative des autres puissances. L'Autriche-Hongrie est ouvertement favorable à la Porte. Quant à l'Angleterre, son zèle pour les intérêts turcs s'est considérablement refroidi depuis le voyage de lord Salisbury à Constantinople, sans compter la pression exercée sur le gouvernement Israëli par les manifestations populaires qui ont eu lieu dans le royaume en faveur des provinces rebelles de Turquie. La France est silencieuse et indifférente. Il n'y a plus que l'Allemagne, dont l'opinion est inconnue. Le mutisme de M. Bismark sur toute la question d'Orient, depuis le commencement de la crise, fait l'objet des commentaires et des conjectures de la presse européenne. Le Grand Prussien est-il pour ou contre la Turquie ? S'il était favorable aux insurgés serbes, et aux vues ambitieuses de la Russie, est-ce que celle-ci hésiterait ainsi et affecterait cette réserve et cette timidité ? Ne doit-on pas plutôt chercher l'explication de l'attitude du Czar dans le fait qu'il ne se sent pas appuyé par l'Allemagne ?

FRANCE

La session du parlement français n'a été marquée jusqu'ici par aucun fait important, à part la discussion sur le budget, qui a donné lieu incidemment à un débat animé sur la définition des pouvoirs respectifs de la Chambre et du Sénat. Celui-ci a affirmé son droit de veto sur tous les votes de l'Assemblée, et l'Assemblée, après avoir fait quelques façons, a fini par céder et par reconnaître les prétentions du Sénat. Ce compromis entre les deux Chambres, dont l'une est radicale et l'autre conservatrice, crée une situation singulière. Ainsi, l'Assemblée, après avoir voté la suppression complète du traitement des amiraux de la marine, est revenue sur sa décision, pour adopter, en le réduisant quelque peu, il est vrai, l'*item* proposé par le Sénat pour cet objet.

Cette affirmation de pouvoir de la part du Sénat est un fait heureux, en ce qu'il constitue une garantie contre les excès du radicalisme, qui est si bien représenté à l'Assemblée.

Le nouveau ministère de M. Jules Simon paraît se tirer assez bien d'affaire. Gambetta, qui avait fait mine de le combattre d'abord, a fait sa soumission. Il s'est séparé de nouveau, à cette occasion, de l'extrême-gauche intransigeante, qui continue ses gambades socialistes et communistes. La gauche se trouve ainsi divisée en trois ou quatre fractions plus ou moins hostiles les unes aux autres. C'est une position dont la droite pourrait tirer parti, si elle n'était elle-même bariolée de toutes sortes de couleurs.

ANGLETERRE

La Reine a ouvert en personne, le 8 courant, la session du parlement anglais. Il y a plu-

sieurs années que pareil événement n'avait eu lieu. Sa Majesté n'avait pas paru à Westminster depuis la mort du prince Albert. A l'ouverture de chaque session, elle se faisait représenter par un chambellan. Le peuple en murmurait depuis longtemps. La Reine était accompagnée cette fois du prince de Galles et des principaux membres de la famille royale.

Le discours du trône est court et assez vague. Il exprime le regret que la conférence de Constantinople n'ait pas eu un meilleur résultat. Il était facile de prévoir que cette question ferait l'objet principal des débats, dès l'ouverture de la session. Le marquis d'Harthington, le lieutenant de M. Gladstone, a ouvert immédiatement le feu, à la Chambre des Communes, en faisant une charge à fond contre le ministère au sujet de sa politique étrangère. La discussion s'est également engagée aussitôt à la Chambre des lords, où lord Beaconsfield (M. Disraeli) et lord Derby ont parlé longuement sur la question.

ALLEMAGNE

Les dernières élections du *Reichstag* ont jeté l'alarme dans la société allemande. On sait que le socialisme s'affiche sans pudeur en Prusse et dans les principautés de l'Empire germanique. Cette *nuance* est représentée depuis longtemps dans les Chambres par un groupe de députés, élus franchement et ouvertement comme socialistes. Il est difficile de concilier ce fait curieux avec la législation de l'empire. Quoi qu'il en soit, ce fait existe : jusqu'ici, néanmoins, le nombre des députés socialistes avait été assez restreint pour ne causer aucune inquiétude, et personne n'y avait fait attention. C'est à la faveur de cette tolérance que la secte a grandi, et l'on est tout surpris aujourd'hui de voir que le nombre de ses organes officiels, au sein même de la représentation nationale, est doublé par les élections qui viennent de se faire. C'est un symptôme qui n'a rien de rassurant, en effet.

Au reste, les libéraux nationaux ont conservé leur majorité dans le parlement. L'opposition se compose des députés catholiques de la Bavière, de la Pologne, de l'Alsace-Lorraine, et des représentants du Holstein, de la Saxe et autres Etats annexés de force à l'empire. Les socialistes siègent aussi du même côté.

Les journaux allemands donnaient récemment la publicité à une statistique qui semblait indiquer que la popularité de l'empereur Guillaume et de M. de Bismark n'est pas à la hausse en ce moment. C'est le chiffre des individus qui ont été condamnés par les tribunaux prussiens, dans le cours de l'année dernière, pour offenses contre la personne de Sa Majesté ou du grand Chancelier. L'empereur y est pour 1,500 condamnations, et Bismark pour 1,200. On remarque, parmi ces condamnés, deux jeunes gamins, trouvés coupables d'avoir jeté de la boue sur un buste de l'empereur, et un autre qui a souillé l'effigie du prince de Bismark. Heureuse Allemagne !

ETATS-UNIS

On attend toujours avec anxiété le jugement du tribunal d'arbitrage nommé par le Congrès pour décider du conflit présidentiel. Ce tribunal se compose de cinq sénateurs, cinq représentants et cinq juges de la Cour Supérieure. Sur les cinq représentants, il y a trois démocrates et deux républicains ; sur les cinq sénateurs, trois républicains et deux démocrates, et sur les cinq juges il y a aussi trois républicains. Les républicains ont ainsi la majorité dans le comité. Les trois Etats qui donnent lieu à la contestation sont la Floride, la Louisiane et la Caroline du Sud. On sait qu'il faut ces trois Etats à M. Hayes, le candidat républicain, pour lui donner la majorité d'une voix dont il a besoin pour son élection. M. Tilden a 184 voix assurées sur tout le collège électoral, c'est-à-dire la majorité simple moins une voix.

Le *Herald* de New-York fait les remarques suivantes au sujet de l'arbitrage :

"Si le vote de la Floride était donné à Tilden, cela mettrait virtuellement fin à la controverse, car son élection serait assurée, quelle que fût la décision sur les autres Etats contestés. Mais si, d'un autre côté, la commission décide qu'elle n'a pas le droit de recevoir témoignage contre le certificat d'un gouverneur, l'élection serait également décidée en faveur de Tilden, quoique d'une manière différente. Le certificat du gouverneur de l'Oregon devrait alors être tenu pour valide, ce qui donnerait à M. Tilden le vote additionnel nécessaire pour assurer son élection."

L'enquête sur les opérations des *Returning Boards* de la Louisiane a révélé des faits extrêmement scandaleux sur le compte des officiers qui composaient ces Bureaux, et qui ne sont fait aucun scrupule de falsifier les listes de votation. C'est par ces manœuvres que M. Hayes a eu la majorité dans cet Etat.

MEXIQUE

Une éclaircie s'est faite dans le ciel mexicain. Porfirio Diaz se trouve, pour le moment, maître du gouvernement, par le droit du plus fort. Ses deux rivaux, Lerdo de Tejada et Iglesias, ont fui, l'un aux Antilles, l'autre aux Etats-Unis. Néanmoins, ajoute la dépêche qui annonce ces événements, l'opinion générale "est que le règne du nouveau dictateur ne saurait durer." Il n'y a rien d'étonnant à cela. Ce qui serait nouveau, c'est que ce règne pût durer. Iglesias et Lerdo annoncent déjà qu'ils vont rentrer en campagne immédiatement, et un quatrième candidat apparaît même à l'horizon.

A. GELINAS.